



## L'acceptabilité sociale : du concept à l'enjeu pour l'industrie

Par Claude Leblanc, biologiste, M. Sc.  
Collaboratrice, Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles

« L'acceptabilité sociale des activités déloge l'efficacité du numérique en tête des principaux risques courus dans le secteur des mines et métaux » titre Ernst & Young dans sa publication des dix plus grands facteurs de risque pour le secteur des mines et des métaux en 2019-2020 [1]. Au Québec comme ailleurs, l'acceptabilité sociale est devenue un enjeu incontournable pour la réalisation des projets. L'acceptabilité sociale est-elle devenue un frein au développement des ressources? Non, pas nécessairement. Surtout lorsque les promoteurs en tiennent compte dans le développement et la mise en œuvre de leur projet.

Or, au cours des années, l'expérience d'entreprises pionnières dans les domaines minier et énergétique, le développement de la connaissance au sein de la communauté scientifique de même que l'implication citoyenne de plus en plus présente ont permis de construire une compréhension plus approfondie des mécanismes qui sous-tendent l'acceptabilité sociale. Cette construction commune de l'expertise industrielle, citoyenne et académique permet maintenant aux promoteurs qui le souhaitent, de mieux prendre en compte les facteurs qui influencent l'acceptabilité sociale pour favoriser le meilleur accueil possible de leur projet par le milieu.

### Survol historique de la notion d'acceptabilité sociale au Québec

Le terme acceptabilité sociale est maintenant bien ancré dans le vocabulaire populaire et dans le milieu des affaires. Il est utilisé à tout

propos, qu'il s'agisse par exemple de l'acceptabilité sociale de la hausse des prix des médicaments, du captage et du stockage de CO<sub>2</sub> [2] ou d'installations de traitement des déchets [3]. Dans le milieu de la consultation publique et de l'évaluation environnementale, le terme n'est cependant pas nouveau.

Déjà, en 1981, la commission du BAPE s'est penchée sur le projet de terminal méthanier à Gros-Cacouna et présentait un rapport qui «... étudie l'acceptabilité du projet tant au niveau de la sécurité et de l'environnement biophysique qu'à celui de la vie socio-éco-

nomique et culturelle » [4]. En 1982, à propos du choix des mesures d'insertion et de compensation à l'égard des impacts du projet de remplacement de l'évacuateur de crue de la centrale Rivière-des-Prairies, la commission estime que « L'acceptabilité du coût de ces mesures ne doit pas être déterminée d'abord en regard du coût total du projet ou des rentrées de fonds escomptées » [5].

Il semble que ce soit en 1983 que l'expression acceptabilité sociale fait son entrée dans le milieu de la participation publique, au Québec. « La formule de compensation et

tous les mécanismes qui l'entourent sont une des clés de l'acceptabilité sociale des projets », indique la commission du BAPE dans son rapport sur le projet du poste Des Cantons et des lignes Nicolet - Des Cantons et Des Cantons - Nouvelle-Angleterre, présenté par Hydro-Québec [6].

Puis, l'usage du terme s'accroît, tout comme l'importance de prendre en compte l'acceptabilité sociale dans l'élaboration des projets et les prises de décision.

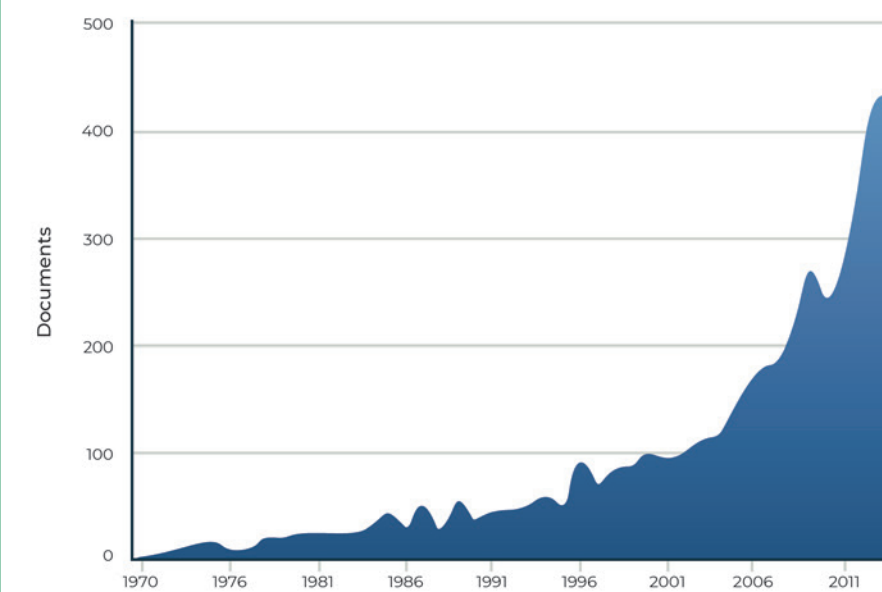
La littérature québécoise foisonne d'écrits récents sur l'acceptabilité sociale, que l'on cherche à comprendre ce que le terme signifie ou que l'on tente d'en établir les déterminants.

La notion d'acceptabilité sociale est scrutée à la loupe dans le cadre de nombreux travaux de recherche universitaire. Des chercheurs et étudiants des cycles supérieurs qui analysent les facteurs d'influence de l'acceptabilité sociale de projets miniers ou énergétiques [7] [8] ou l'importance de sa prise en compte pour la concrétisation des projets [9], aux chercheurs qui développent des méthodologies pour l'évaluation des risques sociaux liés aux projets de mise en



Source : MERN

Figure 1 : Volume des articles portant sur l'acceptabilité sociale dans la base de données Scopus (1970-2014)



Source des données : Gendron et Fraser, 2015

valeur des ressources minérales [10], en passant par des recensions critiques des écrits [11] ou l'étude approfondie de la notion [12] [13], la réflexion sur l'acceptabilité sociale est en pleine effervescence.

Le terme acceptabilité sociale est utilisé dans des domaines aussi diversifiés que le droit, les sciences de la nature, les sciences politiques, sociales ou environnementales ou encore dans les domaines de la santé publique, du développement régional et territorial, de la gouvernance d'entreprise ou de l'économie.

Nombreux sont les chercheurs qui consacrent une partie importante de leurs travaux à la compréhension des mécanismes qui sous-tendent le développement de l'opinion d'une collectivité face à un projet, une filière, un plan ou une politique. La revue internationale d'éthique sociétale et gouvernementale Éthique publique, qui y a consacré un numéro complet en 2016, et la revue électronique en sciences de l'environnement VertigO, qui a fait de même en consacrant un numéro complet en 2015 puis un autre en 2016, en sont des témoins éloquentes.

Dans sa recension des écrits sur l'acceptabilité sociale des projets d'hydrocarbures,

Gendron et Fraser (2015) illustrent bien la montée fulgurante du volume des articles portant sur l'acceptabilité sociale, tous sujets confondus, entre 1970 et 2014.

Plusieurs auteurs ont tenté de définir l'acceptabilité sociale, mais la convergence entre les définitions n'est pas nécessairement facile. Aussi, tous s'entendent pour dire qu'il n'y a pas de définition consensuelle de l'acceptabilité sociale, ni dans la communauté scientifique ni dans la population en général.

Toutefois, malgré l'absence de définition consensuelle, la notion d'acceptabilité sociale s'institutionnalise [14] [15] et se judiciaire [16] [17]. Des forums et des colloques y sont consacrés (Vote pour.ca (2018), Québec Mines + Énergie (2016, 2017, 2018), Les Affaires (2017), ACFAS (2016), UQAR (2013) [18]) et des guides sont maintenant offerts aux promoteurs pour les accompagner dans leur démarche de relation avec le milieu afin de favoriser l'acceptabilité sociale de leur projet [19] [20].

### Proposition d'une définition de l'acceptabilité sociale

Parmi la multitude des définitions proposées,



Source : MERN

l'orientation prise par Gendron et al. (2016) [21] ainsi que celle du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles retiennent l'attention.

« Contrairement à ce qu'on entend souvent, l'acceptabilité sociale n'est pas un processus : c'est un jugement collectif à propos d'un projet ou d'une politique. » [21]

« L'acceptabilité sociale résulte du jugement collectif à l'égard d'un projet. » [23]

Ces définitions sont simples, facilement compréhensibles et représentatives de l'usage qu'en font les médias et la population. Pour quiconque souhaite bien saisir le concept d'acceptabilité sociale et ses particularités, ces définitions peuvent cependant apparaître incomplètes.

Dans son mémoire de maîtrise, Anouk Lavoie-Isebaert propose une définition plus élaborée.

« Il est donc proposé de définir l'acceptabilité sociale comme étant le résultat d'un processus préalable, libre et éclairé par lequel une pluralité d'acteurs, impliqués à diverses échelles, évalue qu'un projet, qu'un programme ou qu'une politique est favorable et supérieur aux alternatives connues, y

compris le statu quo. Ensemble, ces acteurs conviennent des modalités d'intégration harmonieuse du projet, du programme ou de la politique au milieu naturel et humain » [22].

Bien que séduisante, cette définition omet certaines caractéristiques de l'acceptabilité sociale et ne laisse pas de place à la possibilité d'un refus d'un projet par des groupes d'acteurs, associant ainsi le terme d'acceptabilité sociale à celui d'acceptation. Pour bien saisir la portée de la notion d'acceptabilité sociale, il importe d'y associer ses principales caractéristiques ; en voici une proposition.

Contrairement à ce que l'on entend souvent, l'acceptabilité sociale n'est pas la branche sociale du développement durable ; un projet peut être jugé inacceptable par une collectivité pour des motifs environnementaux ou économiques. Ce n'est pas non plus l'unanimité ; cela n'arrive presque jamais, mais le promoteur a avantage à la rechercher. Ce n'est pas non plus la majorité ; l'acceptabilité sociale ne se mesure pas au nombre de votes. L'opinion des groupes minoritaires doit également être prise en compte, car ces groupes sont bien souvent ceux qui subiront davantage les impacts négatifs d'un projet. L'acceptabilité sociale n'est pas non

plus qu'une question de conciliation des usages, bien que les efforts d'harmonisation concourent au développement d'un accueil favorable par le milieu.

L'acceptabilité sociale trouve écho dans la notion de développement durable. Nous pourrions dire que l'acceptabilité sociale, c'est comme le regard porté sur les aspects environnementaux, sociaux et économiques d'un projet, à travers les yeux d'un groupe ou d'une communauté. La couleur de ce regard sera positive ou négative ou un peu des deux à la fois. Et ce regard sera influencé par un ensemble de facteurs.

Quelle est la plus-value pour un promoteur de s'engager dans une démarche d'acceptabilité sociale?

### Qu'est-ce que l'acceptabilité sociale?

L'acceptabilité sociale est le résultat d'un jugement collectif, d'une opinion collective, à l'égard d'un projet, d'un plan ou d'une politique.

Ce jugement peut être positif ou négatif et n'est jamais figé dans le temps. Il concerne toutes les échelles territoriales - locale, régionale ou nationale. L'acceptabilité sociale est très souvent mise de l'avant à l'échelle locale ou régionale et aura davantage d'influence sur la réalisation ou non d'un projet lorsqu'il s'exprime à ces échelles. Le jugement collectif à l'égard d'une filière s'exprimera quant à lui bien souvent à l'échelle nationale.

L'acceptabilité sociale peut concerner tous les types de projets, petits ou grands, qu'il s'agisse de développement résidentiel ou industriel, de projet de parc éolien, de mine, d'exploration des hydrocarbures ou de projet récréotouristique, pour n'en nommer que quelques-uns.

L'acceptabilité sociale ne se quantifie pas, elle se décrit.

Pour le promoteur, entreprendre une démarche pour favoriser l'acceptabilité sociale à l'égard de son projet est une affaire de gestion du risque.

C'est d'abord une question de gestion du risque financier : un projet dans lequel le promoteur a déjà investi beaucoup d'argent et qui se trouverait bloqué par les communautés, ou refusé par le gouvernement, fera perdre beaucoup à l'ensemble de ses investisseurs.

C'est aussi une question de gestion du risque social : une démarche structurée d'acceptabilité sociale est susceptible d'influencer positivement la confiance du public envers le promoteur et de susciter l'intérêt de la communauté envers le projet. Cette confiance diminue les risques d'inacceptabilité sociale à l'égard du projet ou même à l'égard d'autres projets que le promoteur pourrait vouloir développer dans l'avenir.

Depuis plusieurs décennies au Québec,

**C'est au promoteur que revient la responsabilité de bâtir l'acceptabilité sociale autour de son projet. Il s'agit d'une démarche volontaire qui doit partir d'un désir sincère de travailler son projet avec le milieu.**

comme d'ailleurs dans la plupart des pays industrialisés, des citoyens, des groupes ou des associations s'impliquent et interviennent dans l'analyse des projets proposés par les promoteurs qui souhaitent mettre en valeur les ressources minérales ou énergétiques. Les communautés sont de plus en plus soucieuses des impacts que peuvent avoir ces projets sur leur qualité de vie et, au fil du temps, l'importance de l'implication citoyenne et de l'opinion des communautés d'accueil, pour rendre à terme un projet, s'est grandement accrue. La population souhaite maintenant prendre part aux décisions

qui concernent les projets envisagés dans leur région, et ce, le plus en amont possible dans le processus de prise de décision.

De plus, d'année en année au Québec, les activités liées à l'utilisation du territoire et à la mise en valeur des ressources naturelles se sont diversifiées et augmentent de façon importante, posant un défi grandissant de conciliation des usages entre les différents utilisateurs du territoire. Ce contexte a fait en sorte que plusieurs projets ont éprouvé des difficultés lors de leur insertion dans leur milieu d'accueil, ou bien ont été abandonnés.

D'une meilleure prise en compte des impacts des projets sur le milieu en passant par une participation plus directe à la prise de décision, une notion d'acceptabilité sociale s'est construite au Québec. L'acceptabilité sociale est devenue une condition presque essentielle à la concrétisation des projets.

Or, en mettant en œuvre une démarche structurée d'acceptabilité sociale, le promo-

**VOUS SOUHAITEZ IMPLANter UN PROJET MINIER OU ÉNERGÉTIQUE?**

Venez discuter d'acceptabilité sociale avec les chargés et chargées de projet des bureaux régionaux du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

- ☎ 1 844 282-8277
- ✉ [droit.terre.publique@mern.gouv.qc.ca](mailto:droit.terre.publique@mern.gouv.qc.ca)
- 🌐 <http://quebec.ca/acceptabilite-sociale>

Votre gouvernement

Québec

teur favorise l'implication des communautés dans la réalisation de son projet et diminue les risques que son projet ne se concrétise pas.

Mais qu'est-ce qu'une démarche structurée d'acceptabilité sociale? Et quels sont les facteurs à prendre en compte dans une telle démarche? Ces sujets seront abordés dans les prochains articles sur l'acceptabilité sociale!

Références :

(1) Ernst & Young. L'acceptabilité sociale des activités délogie l'efficacité du numérique en tête des principaux risques courus dans le secteur des mines et des métaux. Quatre nouveaux risques figurent au classement des risques d'entreprise d'EY de 2019-2020 [https://www.ey.com/ca/fr/newsroom/news-releases/2019-ey-license-to-operate-overtakes-digital-effectiveness-as-top-risk-in-mining-and-metals-sector] (Consulté le 3 mai 2019)

(2) Campos, S., M. Ha-Duong et M. Merad. Synthèse de la littérature sur l'acceptabilité sociale du captage et du stockage du CO<sub>2</sub>. Le captage et le stockage du CO<sub>2</sub>. Enjeux techniques et sociaux en France, Quae, pp. 111-132, 2010, Update Sciences & Technologies. halshs-00455971 [https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00455971] (Consulté le 7 mai 2019)

(3) Recyc-Québec. Acceptabilité sociale des installations de traitement. [https://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/municipalites/matieres-organiques/acceptabilite-sociale-installations] (Consulté le 7 mai 2019)

(4) BAPE, 1981. Projet de terminal méthanier à Gros Cacouna. Rapport d'enquête et d'audience publique no 5, 470 p.

(5) BAPE, 1982. Projet de remplacement de l'évacuateur de crue de la centrale Rivière-des-Prairies. Rapport no 10, 294 p.

(6) BAPE, 1983. Poste des Cantons : lignes Nicolet-Des Cantons et Des Cantons-Nouvelle-Angleterre. Rapport no 14, 246 p.

(7) Roy, J. (2018). Analyse des facteurs de l'acceptabilité sociale : étude de cas. Essai présenté au Centre universitaire de formation en environnement et développement durable en vue de l'obtention du grade de maître en environnement (M. Env.). Université de Sherbrooke, 134 p.

(8) Gauthier, Mario, Guy Chiasson, Martin Robitaille, Chantale Doucet et Lynda Gagnon (2015). Analyse des facteurs d'influence de l'acceptabilité sociale des activités de mise en valeur des hydrocarbures et propositions relatives au mode de gouvernance territoriale – Volume I, Étude GSOC-03 réalisée dans le cadre des évaluations environnementales stratégiques sur les hydrocarbures, Centre de recherche sur la gouvernance des ressources naturelles et des territoires (CRGRNT), Université du Québec en Outaouais, 172 pages.

(9) Gnaboa, R. G. (2018). L'acceptabilité sociale comme une nouvelle norme à atteindre pour l'adhésion de plusieurs types d'acteurs dans un projet minier : Cas du projet d'exploitation d'uranium par la firme Strateco à Matoush dans les territoires des Cris. Mémoire de maîtrise, Université d'Ottawa, 87 p.

(10) Bergeron, K. M., et M. Jébrak (non daté). L'indice de risque social : un nouvel outil d'évaluation des projets miniers dans un contexte de développement durable. Dans L'industrie minière et le développement durable – Une perspective internationale francophone. Ouvrage collectif sous la direction et la coordination d'Alain Rouleau et de Dominique Gasquet, Université du Québec à Chicoutimi et Institut de la Francophonie pour le développement durable. pp. 31-39.

(11) Gendron, C., et A. Fraser (2015). Revue de littérature critique sur l'acceptabilité sociale du développement des hydrocarbures. Étude réalisée dans le cadre de l'évaluation environnementale stratégique globale sur les hydrocarbures au Québec, Chaire de responsabilité sociale et de développement durable, Université du Québec à Montréal, 121 p.

(12) Batellier, P. (2015). Acceptabilité sociale. Cartographie d'une notion et de ses usages. Centre de recherche en éducation et formation relatives à l'environnement et à l'écocitoyenneté, Les publications du Centre'ERE, Université du Québec à Montréal, 152 p.

(13) Lavoie-Isebaert, A. (2018). Proposition d'une stratégie en matière d'acceptabilité sociale à l'intention du gouvernement québécois. Essai présenté au Centre universitaire de formation en environnement et développement durable en vue de l'obtention du grade de maître en environnement (M. Env.). Université de Sherbrooke, 93 p.

(14) Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques. Une nouvelle Loi sur la qualité de l'environnement pour faire avancer le Québec de façon responsable au bénéfice de tous. [http://www.environnement.gouv.qc.ca/lqe/autorisations/index.html] (Consulté le 7 mai 2019)

(15) Gouvernement du Québec (2017), Orientations du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles en matière d'acceptabilité sociale, Québec, ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, 12 p.

(16) Ressources Strateco inc. c. Procureure générale du Québec, 2017 QCCS 2679

(17) Arbour c. Procureure générale du Québec, 2017 QCCS 1812

(18) Réseau québécois des groupes écologistes. Acceptabilité sociale : Pour qui? Pour quoi? Les actes du forum. [https://rqge.qc.ca/wp-content/uploads/2014/01/RQGE\_analyse-forum\_AS\_VFinale.pdf] (Consulté le 7 mai 2019)

(19) Conseil patronal de l'environnement (2012). Guide des bonnes pratiques afin de favoriser l'acceptabilité sociale des projets. [https://www.cpeq.org/files/guides/guide\_bonnespratiques\_web.pdf] (Consulté le 17 septembre 2018).

(20) Caron-Malenfant, J., et T. Conraud (2009). Guide pratique de l'acceptabilité sociale : pistes de réflexion et d'action. Éditions DPMR.

(21) Gendron, C., et al. (2016). Tenir compte de l'acceptabilité sociale dans la gouvernance du territoire et la mise en valeur des ressources. Commentaires sur le livre vert intitulé Orientations du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles en matière d'acceptabilité sociale. Présenté à la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles, 19 p.


(22) Lavoie-Isebaert, A. (2016). Proposition d'une stratégie en matière d'acceptabilité sociale à l'intention du gouvernement québécois. Essai présenté au Centre universitaire de formation en environnement et développement durable en vue de l'obtention du grade de maître en environnement (M. Env.), 93 p.


(23) Gouvernement du Québec. https://www.quebec.ca/gouv/ministere/energie-ressources-naturelles/mission-mandat/ , page consultée le 7 mai 2019.





MONTRÉAL - QUÉBEC - ESTRIE/CENTRE-DU-QUÉBEC - BEAUCE  
WWW.TERRAPEX.CA

## DES SOLUTIONS ENVIRONNEMENTALES POUR UN MEILLEUR AVENIR

 Évaluations environnementales de sites (Phase 1)


 Réhabilitations environnementales (Phase 3)


 Unités mobiles de traitement des eaux


 Certificat d'autorisation

 Vérification de conformité environnementale


 Spécialistes en géotechnique et hydrogéologie

 Caractérisations environnementales (Phase 2)

 Suivis environnementaux de sites

 Traitement des sols in Situ

 Inventaire des matières dangereuses

 Modélisation hydrogéologique

 R&D et innovation